

Distr.
GENERALE

TD/B/RBP/93
30 juillet 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT

Groupe intergouvernemental d'experts
des pratiques commerciales restrictives
Douzième session
Genève, 18 octobre 1993
Point 2 de l'ordre du jour provisoire

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DES TRAVAUX

Ordre du jour provisoire et annotations

I. ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

1. Election du Bureau
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
3. Examen de l'application de l'Ensemble de principes et de règles équitables convenus au niveau multilatéral pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives et de l'expérience découlant de sa mise en oeuvre
4. Activités relatives à des dispositions particulières de l'Ensemble :
 - a) Etudes sur les pratiques commerciales restrictives, eu égard aux dispositions de l'Ensemble de principes et de règles;
 - b) Information et consultations en matière de pratiques commerciales restrictives;
 - c) Loi(s) type(s) pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives, et Manuel des législations appliquées en matière de pratiques commerciales restrictives;
 - d) Programmes d'assistance technique, de services consultatifs et de formation dans le domaine des pratiques commerciales restrictives

5. Programme de travail sur les pratiques commerciales restrictives
6. Ordre du jour provisoire de la treizième session du Groupe intergouvernemental d'experts
7. Questions diverses
8. Adoption du rapport du Groupe intergouvernemental d'experts.

II. ANNOTATIONS A L'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

Point 1 : Election du Bureau

Conformément aux articles 18 et 19 du règlement intérieur des grandes commissions du Conseil 1/, le Bureau du Groupe intergouvernemental d'experts des pratiques commerciales restrictives se compose de sept membres, dont quatre présentés conjointement par les Groupes A et C, deux par le Groupe B et un par le Groupe D, mentionnés dans l'annexe de la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale, telle qu'elle a été modifiée. En conformité avec le cycle de roulement prévu pour l'élection du président et du rapporteur, le Président à la douzième session du Groupe intergouvernemental d'experts (la cinquième d'un cycle de sept sessions) doit être un représentant de l'un des Etats membres du Groupe D et le Rapporteur un représentant de l'un des Etats membres du Groupe A (Afrique). Trois vice-présidents seront choisis parmi les membres des Groupes A et C combinés et deux parmi les membres du Groupe B.

Point 2 : Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

L'ordre du jour provisoire de la douzième session a été approuvé à la séance plénière de clôture de la onzième session du Groupe intergouvernemental d'experts, le 27 novembre 1992 2/.

Concernant l'organisation des travaux de la session, le Groupe dispose de cinq jours ouvrables. Il pourrait donc consacrer la 1ère séance plénière, le 18 octobre, aux questions de procédure (points 1 et 2) et aux déclarations liminaires. La dernière séance plénière, le 22 octobre, serait consacrée au point 6 (Ordre du jour provisoire de la treizième session du Groupe intergouvernemental d'experts), au point 7 (Questions diverses) et au point 8 (Adoption du rapport du Groupe intergouvernemental d'experts).

L'après-midi du jeudi 21 octobre devrait être réservé à l'établissement du projet de rapport. Les autres séances (c'est-à-dire du 18 octobre après-midi au 21 octobre au matin) seraient consacrées à l'examen des questions de fond inscrites à l'ordre du jour (points 3 à 5).

1/ Le règlement intérieur des grandes commissions porte la cote TD/B/740.

2/ Paragraphe 81 du rapport du Groupe intergouvernemental d'experts des pratiques commerciales restrictives sur sa onzième session (TD/B/39(2)/7-TD/RBP/92).

Point 3 : Examen de l'application de l'Ensemble de principes et de règles équitables convenus au niveau multilatéral pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives et de l'expérience découlant de sa mise en oeuvre

Pour l'examen de ce point, le Groupe intergouvernemental d'experts sera saisi d'une note du secrétariat de la CNUCED (TD/B/RBP/95) contenant des extraits des réponses reçues des Etats à une note du Secrétaire général de la CNUCED (TD/420/8(6), en date du 7 mai 1993), dans laquelle il était demandé des renseignements sur les mesures prises par les Etats et les groupements régionaux, au niveau national ou régional, pour honorer leurs engagements vis-à-vis de l'Ensemble de principes et de règles.

Point 4 : Activités relatives à des dispositions particulières de l'Ensemble :

- a) Etudes sur les pratiques commerciales restrictives, eu égard aux dispositions de l'Ensemble de principes et de règles;
 - b) Information et consultations en matière de pratiques commerciales restrictives;
 - c) Loi(s) type(s) pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives, et Manuel des législations appliquées en matière de pratiques commerciales restrictives;
 - d) Programmes d'assistance technique, de services consultatifs et de formation dans le domaine des pratiques commerciales restrictives;
- a) Etudes sur les pratiques commerciales restrictives, eu égard aux dispositions de l'Ensemble de principes et de règles

A sa onzième session, le Groupe intergouvernemental d'experts a prié le secrétariat de la CNUCED de mettre au point la version définitive de l'étude sur "La concentration de la puissance commerciale au moyen de fusions, de rachats, de coentreprises et autres formes de prise de contrôle, et ses effets sur les marchés internationaux, en particulier sur les marchés des pays en développement" (document TD/B/RBP/80/Rev.1) en tenant compte des observations formulées à la onzième session du Groupe et des commentaires que les Etats membres auraient présentés par écrit avant la fin de janvier 1993 (par. 1 A i) des conclusions concertées) 3/.

Le secrétariat de la CNUCED a donc mis au point le texte révisé de cette étude sur la "Concentration de la puissance commerciale", dont la version finale (TD/B/RBP/80/Rev.2) sera soumise au Groupe intergouvernemental d'experts.

En outre, le Groupe intergouvernemental d'experts a prié le secrétariat de la CNUCED d'établir une étude sur "La politique de la concurrence et

3/ Conclusions concertées adoptées par le Groupe intergouvernemental d'experts à sa onzième session (annexe I au rapport de la session, op. cit.).

les réformes économiques dans les pays en développement et d'autres pays, (par. 1 A ii) des conclusions concertées) à partir du plan révisé par le Groupe 4/. Une version préliminaire de l'étude (TD/B/RBP/96) sera soumise au Groupe à sa douzième session, pour examen.

b) Information et consultations en matière de pratiques commerciales restrictives

En 1990, la deuxième Conférence des Nations Unies chargée de revoir tous les aspects de l'Ensemble 5/ a prié le Secrétaire général de la CNUCED de publier et de mettre régulièrement à jour un répertoire des autorités chargées du contrôle des pratiques commerciales restrictives et d'établir une liste indicative d'éléments pour l'établissement de demandes de renseignements, ainsi qu'une liste des étapes que les pays pourraient suivre pour préparer un dossier et demander des consultations.

A sa onzième session, le Groupe intergouvernemental d'experts a prié le secrétariat de :

- i) Réviser les listes figurant dans le document TD/B/RBP/78/Rev.1, compte tenu des observations faites à la onzième session du Groupe ainsi que des commentaires reçus des Etats membres avant la fin de janvier 1993;
- ii) Etablir et distribuer un répertoire mis à jour des autorités chargées du contrôle des pratiques commerciales restrictives;
- iii) Améliorer la diffusion de l'information sur les pratiques commerciales restrictives touchant les biens et services, par le biais de ses rapports annuels et trimestriels, et tenir au courant les autres organes de la CNUCED comme il convient.

Les listes révisées, ainsi que le répertoire des autorités chargées du contrôle des pratiques commerciales restrictives, figurent dans le document TD/B/RBP/78/Rev.2.

En outre, au titre de ce point de l'ordre du jour - comme il est d'usage à chaque session du Groupe intergouvernemental d'experts - les Etats sont invités à engager, au cours de la session, des consultations multilatérales ou bilatérales sur des questions concernant le contrôle des pratiques commerciales restrictives. En conséquence, le secrétariat assurera sur demande les services et les installations nécessaires pour de telles consultations.

4/ Tel qu'il figure à l'annexe III du rapport du Groupe intergouvernemental d'experts des pratiques commerciales restrictives sur sa onzième session (op. cit.).

5/ Rapport de la Conférence (TD/RBP/CONF.3/9).

A cet égard, les pays membres de l'OCDE ont proposé les deux thèmes suivants pour la tenue de consultations multilatérales :

- a) "Mesures correctives appropriées en cas d'abus d'une position de force sur le marché";
- b) "Critères d'évaluation des amendes en cas de violation des lois relatives à la concurrence".

Les Etats-Unis d'Amérique ont proposé de présenter une communication sur le premier thème, et l'Allemagne sur le second. D'autres Etats sont invités à présenter des communications sur ces sujets ou sur d'autres dont ils souhaiteraient débattre au cours de la session. Il est rappelé que, comme l'a décidé la deuxième Conférence de révision, les sujets devraient être choisis préalablement à chaque session et des plages de temps devraient être réservées pour les discussions (voir le paragraphe 9 de la résolution adoptée par la Conférence de révision).

- c) Loi(s) type(s) pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives, et Manuel des législations appliquées en matière de pratiques commerciales restrictives

A sa onzième session (conclusions concertées, section c), le Groupe intergouvernemental d'experts a prié le secrétariat de la CNUCED de :

- i) Poursuivre l'élaboration d'une loi ou de lois types, de la façon suivante :
 - a) Les projets d'éléments proposés pour les articles dans la section A de la première partie du document TD/B/RBP/81/Rev.1 resteront inchangés, étant entendu que la loi ou les lois types doivent contenir les principaux éléments figurant normalement dans les lois sur les pratiques commerciales restrictives et reprendre la terminologie de l'Ensemble;
 - b) La section A de la première partie devrait être examinée à la lumière d'une nouvelle version de la deuxième partie, contenant des commentaires sur chaque élément proposé. Le secrétariat devrait réviser les commentaires. Les Etats membres seront invités à faire des observations sur les commentaires révisés à la douzième session du Groupe intergouvernemental d'experts, pour permettre de poursuivre l'élaboration de la loi ou des lois types.

Le secrétariat a en conséquence établi un commentaire révisé (TD/B/RBP/81/Rev.2) concernant la loi type.

En outre, comme le Groupe intergouvernemental d'experts l'avait demandé à sa onzième session (par. 5 des conclusions concertées), le secrétariat de la CNUCED a établi une nouvelle compilation du Manuel des législations appliquées en matière de pratiques commerciales restrictives (TD/B/RBP/94).

d) Programmes d'assistance technique, de services consultatifs et de formation dans le domaine des pratiques commerciales restrictives

A sa onzième session (Conclusions concertées, section D) le Groupe d'experts a prié le secrétariat de la CNUCED de :

- i) Continuer à fournir aux pays en développement et aux pays en transition, sur leur demande et dans la limite des ressources disponibles, une assistance technique, des conseils et des services de formation dans le domaine de la politique de la concurrence;
- ii) Passer en revue les activités de coopération technique exécutées par des Etats membres et des organisations internationales dans le domaine de la politique de la concurrence, pour permettre au Groupe intergouvernemental d'experts d'étudier, à sa douzième session, comment accroître l'efficacité de l'assistance technique de la CNUCED.

En conséquence, un rapport sur l'assistance technique, les services consultatifs et les services de formation fournis par la CNUCED (TD/B/RBP/97) sera soumis au Groupe intergouvernemental d'experts; ce rapport passera en revue les activités des Etats membres telles qu'elles ressortent de leurs réponses à la demande de renseignements que le Secrétaire général de la CNUCED leur a adressée à ce sujet dans sa note du 13 mai 1993.

Point 5 : Programme de travail sur les pratiques commerciales restrictives

Le Groupe intergouvernemental d'experts devrait donner des orientations au secrétariat de la CNUCED quant aux travaux futurs attendus de celui-ci.

Il est rappelé qu'à sa huitième session la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement est convenue que "la CNUCED, par l'intermédiaire du Groupe intergouvernemental d'experts des pratiques commerciales restrictives, devrait poursuivre ses travaux sur les politiques et les règles relatives au contrôle de ces pratiques, en vue de favoriser la concurrence, le bon fonctionnement des marchés, une répartition efficace des ressources et la libéralisation du commerce international" 6/.

Point 6 : Ordre du jour provisoire de la treizième session du Groupe intergouvernemental d'experts

Au cours de la session, le secrétariat de la CNUCED soumettra un projet d'ordre du jour provisoire de la treizième session du Groupe, prévue en principe pour 1994.

Point 7 : Adoption du rapport du Groupe intergouvernemental d'experts

La résolution 228 (XXII) du Conseil du commerce et du développement dispose que le Groupe présente au Conseil, au moins une fois par an, des rapports sur ses travaux.

6/ L'Engagement de Carthagène, par. 147.